

Bref cours d'autodéfense intellectuelle

Quelques définitions indispensables autour du projet de loi "El Khomri"

Centrales syndicales : elles se targuent désormais d'être des partenaires sociaux *responsables* et sont là pour canaliser la colère des travailleurs. Le spectacle de la contestation syndicale est désormais bien rôdé : après de pseudo-négociations, le patronat ne cède que sur les quelques points purement symboliques nécessaires aux syndicats pour démontrer à leurs adhérents qu'ils servent encore à quelque chose. Dès le départ, les directions syndicales n'avaient de toute façon demandé à l'État et au patronat que des mesures, annonces ou concessions qui ne mettent aucunement en danger le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production (voir aussi "CFDT").

CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail ; mais aussi : Comment Faire Demi Tour, Comment se Foutre Des Travailleurs, etc.) : avec plus de 860 000 adhérents, c'est, de loin, la première organisation patronale de France.

El Khomri (Loi ; aussi appelée "Loi Travail") : les conditions de travail de la Birmanie, mais en France : risque accru pour les salariés de devoir trimer jusqu'à 12h par jour et jusqu'à 60 h par semaine ; possibilité de modifier les horaires des salariés à temps partiel jusqu'à trois jours seulement à l'avance ; possibilité pour les patrons, également, de moduler le temps de travail sur trois ans (contre un actuellement) afin de n'avoir jamais à payer d'heures majorées ; plafonnement des indemnités prudhommales accordées aux salariés ; licenciements facilités en cas de transfert d'entreprise ; fin de la visite médicale à l'embauche ; etc.

El Khomri (Myriam) : ministre du Travail. Politicienne professionnelle n'ayant jamais eu à subir *l'avaleur-travail*, elle veut néanmoins imposer à 30 millions de salariés une régression sociale les ramenant un siècle en arrière. Le travail, c'est la santé... surtout pour les autres (voir aussi "El Khomri (Loi)" et "Travail").

Front de Gauche (FdG) : coalition principalement composée du Parti de Gauche et des stalinien du Parti Communiste Français, elle se veut de gauche radicale là où elle n'est qu'une gauche ridicule. La figure médiatique du FdG est l'inénarrable Jean-Luc Mélenchon. Quand ce dernier n'est pas occupé à tresser des lauriers à Éric Zemmour (qu'il qualifie de « *brillant intellectuel* ») ou à discuter le bout de gras avec Rachida Dati ou Marine Le Pen au Parlement européen, il trouve parfois le temps de s'apitoyer sur le sort des keufs blessés par des manifestants. À la faveur de l'impopularité déjà abyssale mais encore grandissante de l'actuel gouvernement, le FdG se rêve déjà en alternative crédible au Parti Socialiste... pour, une fois au pouvoir, appliquer les mêmes mesures anti-ouvrières que leurs homologues de SYRIZA en Grèce ? Non merci !

Front National (FN) : PME familiale du clan Le Pen. Toute honte bue, le FN veut faire croire aux salariés qu'il est de leur côté... Or le programme historique du FN (*Pour la France*, éd. Albatros) est un musée des horreurs des revendications patronales que ne renieraient pas Valls, Macron, Sarko ou Juppé. Qu'on en juge : "*libérer (sic) le droit social*", "*désétatiser l'économie*", "*supprimer les carcans bureaucratiques*", "*valoriser l'initiative individuelle, l'entreprise et le profit*", "*libérer la réglementation sur les horaires en laissant la plus large souplesse dans la définition des jours et heures d'ouverture des ateliers, des bureaux, des magasins, dans les règles de compensation des heures supplémentaires*", etc.

Grève : cesser de trimer, occuper son lieu de travail, décider collectivement des actions à mener pour faire céder le patron ou l'État, faire preuve de solidarité et s'entraider face à la répression, voilà en quoi consiste une grève. Ordures politiciennes de gauche comme de droite (voir "Front National", "Les Républicains" et "Parti Socialiste"), intellectuels et journalistes serviles décrivent mensongèrement la grève comme une spécificité française et ceux qui y prennent part comme des feignants. En réalité, c'est grâce à de grandes grèves (en 1936, 1968, 1995, 2006...) que le prolétariat a pu faire reculer patrons et gouvernants... Prendre part à une

grève est autrement plus enrichissant que collectionner les amis virtuels sur *Facebook*, s'abrutir de télévision ou - pour ceux qui peuvent encore se le permettre - aller consommer les dernières conneries à la mode.

Hollande (François) : quelqu'un sait qui c'est ?

Les Républicains (LR) : succursale du MEDEF, ce parti politique de droite s'est rebaptisé ainsi en 2015 pour faire oublier les nombreuses affaires judiciaires dans lesquelles trempait son ancêtre l'UMP... elle même créée en 2002 pour faire oublier toutes les casseroles associées au RPR. Il se murmure dans les milieux autorisés que les experts en com' de cette mafia des beaux quartiers sont déjà en train de plancher sur la prochaine appellation de leur parti.

Négociations : c'est ainsi que les dirigeants syndicaux appellent leurs rencontres avec le gouvernement et les représentants du patronat. En fait, il n'y a pas de « négociations », puisque négocier consiste à essayer de trouver un terrain d'entente entre des interlocuteurs *aux opinions opposées*. Ici, il n'y a pas opposition entre le PS, les patrons et les dirigeants des syndicats : tous sont d'accord pour s'attaquer aux acquis de la classe ouvrière, les seuls divergences portant sur le tempo et les modalités de ces attaques (voir aussi « Centrales syndicales » et « CFDT »).

Nuit Debout : mouvement d'occupation - à mi-temps ! - des places publiques ayant débuté à Paris avant d'essaimer dans plusieurs autres villes. Massivement gangrené par diverses maladies en « -isme » - notamment le citoyennisme, le confusionnisme, le pacifisme et le démocratisme -, il ne pourra évidemment jamais déboucher sur quoi que ce soit de subversif. Certains syndicats se sont d'ailleurs fait un plaisir de sous-traiter à Nuit Debout une partie de leur tâche habituelle de canalisation de la contestation populaire, en appelant les opposants à la Loi Travail à rejoindre ce mouvement. Nuit Debout leur a ensuite renvoyé l'ascenseur en invitant à s'exprimer à ses assemblées générales des bureaucrates syndicaux... entre traîtres, on se comprend !

Parti Socialiste (PS) : le PS, c'est la même chose que la droite, plus une épaisse couche de bonne-conscience-de-gauche... Chacun des passages du PS au gouvernement s'est traduit par des privatisations (France Telecom, Air France) ainsi que de nombreuses attaques contre les droits des salariés. L'actuel quinquennat l'illustre tragiquement.

Sondages : les instituts de sondage appartiennent à des patrons et servent leurs intérêts. Les sondages ne reflètent pas vraiment l'état d'esprit de la population, puisque des tas de gens refusent (à juste titre) de répondre aux enquêtes d'opinion. Les instituts de sondage passent sous silence les véritables enjeux et leurs questions ne portent que sur de fausses alternatives, de sorte que le « sondé » ne peut choisir qu'entre la peste et le choléra... Et toi, tu préfères travailler 60 heures par semaine, 50 heures par semaine ou seulement 40 heures (feignant !)?

Travail : mot provenant du latin *trepalium*, désignant un instrument avec lequel les esclaves étaient torturés. Activité généralement profondément aliénante et destructrice auquel tout salarié doit, dans la société capitaliste, consacrer environ un tiers de sa vie.